

L'opinion publique dans la communauté atlantique

par Annamaria STERNBERG MONTALDI

Docteur en Sciences politiques et sociales.



« L'aspiration à la liberté ne peut être que tolérante, rationnelle, mûre. » Cette remarque d'un écrivain américain s'applique parfaitement au monde occidental et atlantique, en particulier qui, faute d'avoir trouvé son équilibre, est périodiquement déchiré par des crises.

L'examen des structures sociales et politiques ainsi que des éléments d'expression et d'influence dans les pays membres de l'OTAN révèle cette instabilité. L'opinion active, agissante et l'opinion publique en général, a pu être comparée à un iceberg dont la partie émergée représentait la minorité active et la partie immergée la minorité passive, à peine soupçonnée, mais susceptible d'apparaître brusquement. Cette image donne une idée de l'importance que pourrait acquérir cette masse non encore formée, si les possibilités de se manifester lui étaient offertes.

Le drame qui rend l'opinion publique occidentale encore si divisée, si dépourvue, si peu consciente en général, s'explique surtout par le fait que tous les problèmes sont réduits à des dimensions trop étroites. L'idée de l'interdépendance des états de l'Occident n'apparaît ni nécessaire ni inévitable.

Cependant, le dialogue atlantique où les deux continents peuvent se rencontrer et unir l'apport complémentaire de leur traditions concerne désormais une action non plus limitée à une zone déterminée, mais étendue au monde entier. Si l'OTAN est née de la nécessité de défendre l'Europe menacée par l'expansionisme soviétique, cet objectif paraît en partie dépassé, et l'union atlantique ne peut concerner qu'une nouvelle frontière, aux dimensions du globe.

Or, l'opposition des idéologies politiques recèle la menace d'une atomisation de la société occidentale et la peur s'ajoute à la frustration, alors que notre civilisation devrait se caractériser par son expansion créatrice et son courage.

La conscience du danger que représente cette profonde aliénation intérieure constitue déjà une donnée positive pour y parer.

Il convient de souligner tout d'abord l'importance que revêt le fait même de vivre dans une société libre et ouverte que la compétition et l'initiative vitalisent et protègent contre le risque de l'immobilisme des « sociétés parfaites ». Son contenu profond doit donner à l'individu qui y agit, la conscience que son mode de vie est meilleur que celui qui existe dans une société fermée. Il est vrai que le pouvoir d'adaptation de l'homme est tel qu'il réussit à vivre dans des conditions de société fermée, en renonçant à sa capacité de choix et de critique. Toutefois, l'indivisibilité de la conception de la liberté permet de penser que, même et surtout dans la compétition pacifique, le processus de sa diffusion se révélera irrésistible.

L'Occident pourra prétendre à une supériorité morale aussi longtemps qu'il n'attribuera pas aux idéologies politiques qui se sont développées au cours de son histoire, une valeur supérieure à leur contenu, car la véritable humanisation conduit à une connaissance critique des valeurs et à leur gradation rationnelle.

Dans ce siècle, nous avons réussi à transmettre aux continents africain et asiatique, la passion du progrès technique, mais notre message spirituel ne peut que se disperser dans les régions étrangères à certaines expériences historiques.

De même que l'on a pu définir l'Europe, « unité dans la diversité », la communauté atlantique devrait retrouver, dans la diversité des forces spirituelles qui la composent, la seule idéologie temporelle qui puisse s'imposer : la liberté réelle et intégrale du citoyen dans l'État, trop souvent absente du Mississipi au Tage.

La gradation des valeurs conduit à repousser l'équivoque consistant à réduire chaque problème humain — qu'il soit de nature religieuse, artistique ou philosophique — à une question purement politique ; ci faisant, on donnerait au phénomène politique une idée qui ne serait qu'une conséquence de la notion marxiste de « superstructures superflues ». Le monde occidental devrait donc refuser de répondre par un autre mythe à celui que le communisme lui propose et s'abstenir d'une polémique souvent trop vide et trop facile.

Nous avons jusqu'ici employé les termes de « monde occidental » ou « atlantique » (en évitant avec soin celui de « monde libre », expression emphatique de propagande qui n'a pas plus de valeur que celle de « démocratie populaire ») comme si leur sens était clairement précisé, mais quelle est leur signification et surtout leur rapport avec l'OTAN ?

La conscience d'une communauté politique, sociale, culturelle s'est révélée à un monde que des siècles de civilisation avaient touché, d'une façon négative : l'importance de certaines valeurs a été comprise au

moment où elles étaient menacées et risquaient disparaître. Le danger a donc joué le rôle d'élément indicatif, mais dans quelle mesure des facteurs positifs, seuls capables d'établir au-delà de la conjuncture passagère, les bases d'une communauté consciente, sont-ils venus s'ajouter à cet élément que nous pouvons qualifier de négatif, puisque il ne représente que le refus d'un système à cette solidarité fondée sur la peur ?

Europe, Occident, monde atlantique, ces termes de comparaison de notre temps ne sont que des moments, étroitement liés, d'un unique processus historique, dans lequel l'élément géographique n'a qu'une valeur secondaire. La civilisation européenne et plus largement occidentale, exerce une influence et trouve ses limites dans l'extension de ses valeurs fondamentales : le respect de la personne humaine dans toutes ses manifestations, l'opposition, le dialogue, la tolérance intelligente et fructueuse, le progrès technique enfin en vue de dominer intégralement les forces de la nature. Elle se caractérise par une inquiétude positive et créatrice jointe à un changement constant et cet équilibre vital la distingue des grandes civilisations immobiles d'Asie.

L'OTAN n'est qu'une alliance née d'une exigence négative dans une situation historique déterminée, mais ceux qui souhaitent la voir se transformer en une communauté ne peuvent qu'inclure sa fonction et ses buts dans cette vaste vision de l'Histoire de l'Occident marquée, depuis que la grande aventure de Colomb substitua l'Atlantique à la Méditerranée, jusqu'alors centre de l'activité extérieure européenne, par le commerce des villes hanséatiques, les découvertes portugaises et espagnoles, l'importance prise par Anvers au temps de Charles Quint. Il existait alors une communauté européenne, aspirant à devenir atlantique, issue de l'esprit d'aventure et de recherche d'une Europe qui ne voulait plus se contenter d'un espace limité — fut-il celui de la Méditerranée, centre et origine des civilisations.

L'histoire de la civilisation occidentale révèle donc l'existence d'une Europe ouverte vers l'Atlantique, mais ses valeurs propres, introduites sur une terre nouvelle où les problèmes se posaient avec des dimensions différentes, déterminèrent la formation d'une variante qui, en dépit des alliances contingentes nées d'exigences négatives, ne parvient pas à surmonter les raisons profondes de la « zone d'indifférence » ; c'est en ces termes qu'a pu être définie la situation d'incompréhension entre l'Europe et l'Amérique. En réalité, ces oppositions sont les marques inévitables d'une civilisation de dialogue capable de tout remettre en question.

La cristallisation dans les alliances est toujours une limitation due à des circonstances politiques et historiques déterminées ; cela est vrai

pour l'Europe, qui n'est ni des six ni des sept ni des douze, mais qui, en tant que culture s'étend de l'Atlantique à l'Oural cela est vrai également pour le monde occidental qui, dans l'OTAN, doit exclure l'Espagne mais inclure la Turquie.

Ainsi la rhétorique facile de certains milieux, surtout américains qui dissertent sur l' « atlantic union », en recourant aux platitudes les plus décourageantes sur les traditions communes du « monde libre », ne réussissent à persuader que ceux qui le sont déjà. Le « monde libre » est en train de devenir un mythe comme le « monde socialiste », pour tout justifier, et la rhétorique sur cette liberté toujours plus vide.

Nous vivons une époque de changements et de progrès technique tels que la mentalité de l'homme du XX^e siècle ne s'y adapte qu'avec peine. La révolution scientifique et technique de notre temps est plus rapide et plus sensationnelle que celle de toute autre époque de l'histoire humaine ; toutes les découvertes qui ont précédé notre siècle, mises ensemble, représentent peu de choses en comparaison de ce qui a été réalisé depuis une cinquantaine d'années.

Cependant, une grande partie des cadres dirigeants de l'Occident conservent la mentalité de leur prédécesseurs, et, s'il est ainsi de l'opinion agissante, que dire de l'opinion publique (la partie immergée de l'iceberg) ? Les mythes qui hantent la société communiste sont, sans doute, bien enracinés et inévitables dans le système, mais pourquoi ignorer l'incohérence persistante des nôtres ?

Le mythe repose souvent sur une base de vérité, mais même si celle-ci disparaît entièrement, il conserve toute sa force, car le changement de circonstances ne le touche pas parce que la masse aime y croire et se plaît à se le représenter comme vrai. Il y a dans les croyances un conformisme tenace qu'il est presque impossible de déraciner, aussi les démonstrations logiques et rationnelles sont-elles impopulaires, même et surtout lorsqu'elles sont exactes.

Ayant eu l'occasion d'effectuer une recherche pour le compte de l'OTAN sur l'opinion publique dans les pays membres de cette organisation, je remarquais que vouloir comprendre et définir le rôle politique d'un facteur sociologique aussi insaisissable que l'opinion publique peut paraître une ambition illusoire. En cette matière, les statistiques et les sondages n'apportent qu'un secours limité et ne doivent qu'être utilisés qu'avec réserve.

Affronter cette tâche assez lourde avec cette réserve mentale constante me paraît rassurant pour un essai.

Notre société est. Dieu merci, mouvante, imprévisible et un examen temporaire et limité de ses forces ne peut qu'essayer de fixer une réalité changeante, d'après des hypothèses souvent contradictoires.

Ce qui importe, c'est d'offrir une vision interprétative d'une réalité qui ne saurait être définitive. La politique est « l'art du possible », a-t-on dit, et l'opinion publique en tant que phénomène, n'a commencé à y jouer un rôle qu'à notre époque dominée par les *mass media* et donc par une inévitable tendance au nivellement, cet aspect négatif du progrès technique et économique.

Pourtant dans notre société occidentale si politisée où toutes les occasions de s'informer et d'agir sont largement offertes, l'indifférence politique demeure la règle.

S'agit-il d'un manque d'intérêt ou d'un sentiment d'impuissance qui aligne les hommes de notre temps qui se sentent incapables d'influencer vraiment les décisions politiques ?

À travers les systèmes d'organisation de la société et de l'Etat, toujours plus puissant et concentrateur, les citoyens sont appelés à une participation constante à la vie publique.

Les sondages qui ont été effectués en Europe et en Amérique sur l'attitude de l'opinion vis-à-vis des questions de politique atlantique révèlent une indifférence et une ignorance qui ne sont nullement surprenantes.

Il est même remarquable de penser qu'en France, par exemple, en 1955, 48 % des personnes interrogées avaient entendu parler de l'OTAN, même si 12 % seulement d'entre elles estimaient qu'il s'agissait d'une alliance défensive, 3 % d'une alliance offensive, tandis que les autres exprimaient les avis les plus divers.

Le « Minnesota Poll » entrepris aux Etats Unis en 1959 a donné des résultats surprenants sur les connaissances que la masse de ce pays a de l'alliance atlantique : 89 % des personnes interrogées se déclaraient favorables à l'alliance, mais en même temps 69 % d'entre elles ignoraient ce qu'était réellement l'OTAN. Parmi ces dernières quelques unes pensaient qu'il s'agissait du nom d'un homme politique chinois ou de la conférence au sommet.

La signification des sigles désignant les nombreuses organisations européennes et plus généralement internationales, dont l'action est pourtant déterminante à notre époque, paraît réservée à un milieu restreint d'initiés, dans l'indifférence la plus totale des autres.

Il faut reconnaître que les progrès réalisés dans la transformation d'une alliance militaire purement défensive en une communauté politique et économique, c'est-à-dire l'application de l'article 2 du Traité ont eu peu de chances de se développer. Le rapport des « trois sages » comportant des propositions de collaboration est demeuré lettre morte.

Dans tous les pays membres, les débats parlementaires relatifs à l'OTAN se sont réduits à une polémique entre la gauche et la droite,

c'est-à-dire à une vulgarisation simpliste d'antiaméricanisme, d'une part, et de américanophilie conformiste, d'autre part. Tout s'est limité à de la propagande contingente : l'esprit atlantique n'est apparu nulle part, pas plus dans les pays d'anciennes traditions démocratiques et parlementaires que dans ceux dont le niveau politique est moins élevé. Être « pour » ou « contre » les USA, voilà ce que l'opinion publique dans sa masse, voit en l'OTAN, peut-être cela était-il inévitable en raison de la tournure des événements et de la radicalisation des questions.

Il y eut pourtant des moments où la politique américaine sortit de son conformisme tout aussi monotone que celui du monde communiste, mais cher à certains milieux européens, et cessa de n'être qu'une bonne méthode de défense contre les partisans des changements capables de mettre en danger certaines libertés formelles. C'était la Nouvelle Frontière kennedienne qui sut ébranler la méfiance de la gauche démocratique et susciter des discussions et des débats salutaires, en rendant conscient que désormais être « pour l'Amérique » était redevenu un choix démocratique. Un grand dessein américain a montré qu'il pouvait s'allier à un autre « grand dessein » européen, celui-là pour établir les fondements de la paix et d'un équilibre durable.

Ce moment prestigieux de notre histoire contemporaine subit actuellement une éclipse décevante, tout en laissant des traces profondes.

Les slogans communistes « *America go home* » paraissaient déjà des stéréotypes dépassés, comme l'observe justement un démocrate européen, Spinelli, il s'agissait au contraire que l'Amérique sache assumer ses responsabilités d'organisation et d'équilibre, en favorisant, dans une situation enfin stabilisée, les progrès du développement et des réformes qui, mieux que la force, peuvent donner la victoire et consolider la liberté.

Cette époque était caractérisée par un homme qui, aux dires de Schlesinger, l'un de ses plus proches collaborateurs, était passionnément engagé et savait exprimer cette passion par l'*understatement* en se montrant ouvert à toute nouvelle expérience de nature à approfondir sa conscience de ce que l'Amérique devait être et devait faire. Il abandonna ainsi derrière lui une série de clichés brisés même si naturellement peu de choses au monde ont une résistance aussi tenace qu'une idée surpassée.

Ce *leadership* a sans doute été trop bref pour réaliser pleinement ses finalités, mais il a donné à l'Amérique et au monde occidental en général, un esprit et un style nouveaux.

Les USA et par conséquent l'Occident, ont refusé de se qualifier comme une société vieille, fatiguée, plongée dans un matérialisme

grossier, toujours alliée du *statu quo*, mais ont voulu être une société curieuse, insatisfaite, critique, sachant apprécier les valeurs intellectuelles qui peuvent l'élever en lui donnant conscience d'un temps présent déjà projeté vers le futur.

Tout cela a été brisé à Dallas dans un horrible concours de circonstances, encore bien mystérieux, mais la vitalité de ces idées nous rassure quand à la permanence de la vision historique de Kennedy, fondée sur la compréhension du changement inévitable et sur la conviction que la tâche de l'homme d'Etat est avant tout d'orienter les forces de renouvellement en adaptant idées et institutions aux changements.

Ce que l'on a appelé le « grand dessein » de l'association atlantique — la conception de l'indépendance dans l'interdépendance — présentée en juillet 1962 dans le discours de Philadelphie fut une des suggestions de la présidence Kennedy. Il prévoyait une harmonie créatrice entre les Etats-Unis et l'Europe, à des fins économiques, politiques et militaires. Ces idées n'étaient certes pas neuves mais elles étaient formulées d'une manière nouvelle, surtout avec un style différent. C'était aussi un moyen pour que l'Amérique procède à un alignement de sa politique intérieure aux exigences de ce *leadership* mondial qui a été une conséquence de la seconde guerre mondiale.

Toutefois, le processus égalitaire qui se développe dans la société en général et se traduit sur le plan intérieur, par le nivellement individuel, se reflète sur le plan extérieur à travers l'égalitarisme des Etats. Cette exigence est vivement ressentie à l'ONU comme à l'OTAN, même si la situation actuelle du bloc des puissances rend sa réalisation difficile et précaire.

L'unité du bloc communiste s'est transformée en un polycentrisme assez accentué et une évolution analogue peut être observée dans le monde occidental, bien qu'il n'ait jamais été un bloc monolithique.

Reprenant en le modifiant le mot célèbre de Clémenceau : « La guerre est une affaire trop sérieuse pour être laissée aux militaires », le général de Gaulle a pu dire : « La politique est une affaire trop sérieuse pour être laissée aux hommes politiques » ; nous constatons les conséquences de cette opinion dans la politique européenne et atlantique actuelle qui confirme ce qui était déjà apparu au temps de la présidence Eisenhower, que les bons généraux sont souvent des mauvais politiciens.

Le fait que la situation intérieure des Etats d'Europe occidentale et la politique actuelle de l'URSS rendent une attaque communiste assez improbable, ne rend pas superflue l'alliance atlantique considérée comme force de dissuasion, ni d'ailleurs sa révision dans le sens d'une collaboration positive et créatrice.

« Il y aura toujours, observe Raymond Aron, des controverses sur la meilleure méthode pour concilier le désir d'autonomie des uns et l'exigence d'intégration des autres. »

Le rôle de l'opinion de l'Occident dépend constamment de la solution donnée au problème du pouvoir politique et de ses rapports avec les citoyens. Ce problème qui se pose depuis l'apparition des États modernes, en termes de contrôle et de limitation n'a pas été résolu lors que le pouvoir passa, du monarque au peuple, car la majorité peut être arbitraire, mais il l'a été — au moins partiellement — par la division horizontale et verticale des pouvoirs, c'est-à-dire leur séparation (législatif, exécutif et judiciaire) et par la décentralisation (*self-government*).

L'Occident atlantique, en tant que alliance ou communauté de culture et d'intérêts, a recueilli les expériences les plus diverses en ce qui concerne les relations entre pouvoir et citoyen. Les régimes autoritaires ont souvent laissé des traces profondes et, à cet égard, l'exemple de l'Italie nous paraît caractéristique pour illustrer la crise des institutions publiques et leurs rapports avec le citoyen. Ce pays possède une des constitutions les plus libérales (au sens anglo-saxon) et progressistes d'Europe, mais il continue à être régi par les lois ordinaires des codes fascistes (civil et pénal), auxquelles la cour constitutionnelle appelée à se prononcer sur l'inconstitutionnalité des lois, apporte de temps en temps quelques modifications.

Depuis des années, il est question de réformer les codes, mais même l'actuel gouvernement italien, de centre gauche se borne à proposer des modifications partielles impuissantes à transformer les rapports entre l'État et les citoyens, devenant ainsi, le responsable du bas niveau d'une opinion encore insuffisamment consciente de ses devoirs et de ses droits. Cette situation revêt de l'importance pour la formation d'une opinion de masse, même si la partie agissante se montre particulièrement active et libre dans la presse, les débats, les conférences, etc. Les rapports autoritaires avec la justice, la police, l'administration en général, marquent profondément une opinion qui devrait être libre. Certes, le procès inquisitoire, propre à beaucoup de pays continentaux n'est pas uniquement un héritage du régime fasciste, mais provient aussi du code Napoléon. Seul le système anglo-saxon, par les garanties qu'il confère aux rapports entre le pouvoir politique et juridictionnel et le citoyen, s'est révélé vraiment adapté à la conception de la liberté individuelle.

Si notre héritage culturel va de la Grèce et de Rome au Romantisme, en passant par la Renaissance et la Réforme, nos expériences politiques pourtant si nombreuses et si diverses n'ont rien apporté de plus significatif en fait de perfectionnement politique — en termes

d'art du possible — que la *common law*, le procès accusatoire, la procédure parlementaire de Westminster.

Evidemment, le pluralisme propre à notre civilisation implique une variété d'expériences que l'on ne peut rejeter arbitrairement. Dans une société ouverte comme la nôtre, il ne faut pas voir seulement une addition d'opinions individuelles, mais loin d'un relativisme sans limites qui conduit à l'indifférence totale, il faut y voir un procédé défini qui permet de garder un nombre compréhensible d'opinions sans mettre en question les possibilités de fonctionnement de l'ensemble.

Ainsi, en dépit des défauts et des faiblesses que l'on peut relever dans le fonctionnement des institutions de l'Occident prises dans leur ensemble, la fonction de l'opposition, considérée comme minorité active, capable de devenir majorité, représente une des garanties fondamentales de notre système.

Cette faculté essentielle, n'est cependant pas reconnue à toute l'opinion publique de l'Occident, soumise parfois — officiellement ou non — à des systèmes autoritaires. Bien mieux, ce type de système, considéré comme moyen de défense contre le communisme, paraît raisonnable et normal à beaucoup d'éléments modérés du monde qui veut s'appeler libre. Le Portugal, par exemple, pays d'une profonde vocation atlantique, n'est pas le seul à manifester l'unilatéralité de l'action politique et l'absence de dynamisme des contrastes, conséquence du défaut d'alternative au régime, mais certains pays de démocratie formelle, actuellement membres de l'OTAN tels que la Grèce, la Turquie et quelques autres encore, révèlent la faiblesse de leurs institutions et le péril constant dont elles sont menacées.

D'ailleurs, même s'il ne s'agit d'un *membership* formel aux organisations européennes et atlantique, n'assiste-t-on pas actuellement au rapprochement des USA et de plusieurs pays de l'Occident avec l'Espagne ? L'évolution d'une dictature que trente années de pouvoir ont davantage usée qu'adoucie, semble avoir incité à l'abandon des principes adaptés à l'encontre du régime. Il est vrai que ce pays connaît actuellement une profonde transformation — plus économique que politique — mais peut-on oublier les prisonniers politiques et les tribunaux d'exception toujours en activité ? Cette transaction favorise-t-elle une évolution démocratique ? On a toutes les raisons d'en douter et « le progrès » représenté par la nouvelle constitution espagnole de décembre 1966 avec le referendum populaire à sens unique et le vote accordé aux pères de famille et aux femmes mariées... représente une preuve de plus si cela est encore nécessaire !

L'objection selon laquelle le monde communiste est tout aussi dépourvu de scrupules et de cohérence est absolument exacte (l'his-

toire l'a déjà prouvé), mais le monde occidental n'a-t-il rien de mieux à offrir ?

Nous estimons que le refus des formules vides et banales que l'on ne rencontre que trop fréquemment dans les discours et les écrits sur l'OTAN est une condition préalable à un examen attentif de la situation actuelle du monde atlantique et de son opinion agissante.

En Occident, les cadres politiques modérés ne savent trop souvent qu'adapter une attitude purement négative qui se traduit sur le plan intérieur par des prises de position exactement contraires à celles des communistes, et, sur le plan extérieur, par une méfiance constante envers toute initiative soviétique, un appui aveugle aux États-Unis, quand ils suivent la ligne forte ou réactionnaire et une réprobation pleine de craintes lorsqu'ils suivent une politique d'apaisement.

Si la communauté atlantique doit se borner à être cela, c'est-à-dire l'expression négative d'une opinion dépourvue, elle n'est plus rien.

Comme l'observe H. Brugmans « c'est la paresse humaine qui désire l'immobilisme et prépare ainsi les révolutions ». Cette paresse est encore très répandue même à travers le pluralisme dynamique du monde occidental, c'est-à-dire l'existence de forces multiples et divergentes qui, certes, favorisent des intérêts particuliers et égoïstes, mais tendent à se neutraliser ; pluralisme qui demeure la garantie fondamentale, la condition *sine qua non* de la liberté.

La conscience de la ligne très nette de séparation avec l'autoritarisme de droite ou de gauche n'empêche pas de rejeter les expressions douteuses et approximatives avec les tabous concernant le « monde libre ».

Evidemment, la faculté de perfectionnement est la garantie la plus importante de la démocratie et la possibilité de critique constante, surtout lorsqu'elle est reconnue à la minorité, joue un rôle déterminant. Tout cela ne justifie aucunement la mentalité des partis de l'ordre qui affirment défendre les fondements de la civilisation occidentale, un tel ordre peut être celui de l'Afrique du Sud, de l'Espagne, du Portugal ou du Sud Vietnam.

Comment se libérer de cet « ordre » ? Ou plus exactement d'une telle conception de l'ordre ? Elle constitue une des forces multiples de notre société pluraliste, et il n'y a guère d'espoir d'arracher ces positions à leur conformisme ; mais il suffit que leurs défenseurs ne parviennent pas à inspirer toute la politique active et consentent à laisser circuler des idées contraires aux leurs.

Evidemment, l'État est toujours à la fois oppression et intégration instrument de domination de certaines classes sur d'autres et, en même temps, moyen ou tentative pour réaliser un certain ordre social profi-

table à tous. Cette théorie de Duverger montre aussi comme l'essence même de la politique soit ambivalente, de façon que les deux idéologies, actuellement opposées, la libérale et la marxiste, deviennent des analyses partielles et relatives destinées à s'intégrer dans une synthèse totale (1).

La théorie d'une convergence inévitable, lente mais irrésistible entre l'Est et l'Ouest — le premier se libéralisant, le second se socialisant — tout en ne changeant jamais d'étiquette, ne manque pas d'intérêt (2).

Sans doute, cette évolution est-elle encore assez confuse et contradictoire, mais la transformation des régimes révolutionnaires est prouvée par l'histoire. Si, après la Terreur, la révolution bourgeoise a abouti à la démocratie parlementaire, la révolution prolétarienne ne pourra pas s'arrêter aux conformismes d'une idéologie que la réalité dépasse chaque jour d'avantage.

L'Occident ne peut pas, certes, lui opposer une idéologie, mais la force et la faiblesse d'une gamme d'idéologies contradictoires.

D'ailleurs, les termes de comparaison, de nature purement économique entre les deux systèmes n'ont qu'une valeur très relative : on ne saurait démontrer qu'un régime de plus grande productivité soit le plus désirable, ni que le régime le plus juste soit en même temps le plus efficient.

Il n'y a pas de possibilité de démontrer que les phénomènes politiques sont déterminés essentiellement par les phases de la croissance économique (3) : la richesse ne suffit pas pour diffuser la démocratie politique. Il se pourrait, en effet, que les phénomènes politiques obéissent à un certain rythme : les despotismes finissant par s'émousser et les démocraties par se corrompre et alors l'oscillation des régimes d'une forme à l'autre, au lieu d'être provoquée par les mouvements économiques, pourrait être une variable relativement indépendante.

Nous avons parlé au début du refus des mythes en ce qui concerne « l'opinion », ce refus prend l'aspect d'un nouvel humanisme qui n'est autre que la défense de la personne humaine contre les mythes, tour à tour appelés : nation, race, prolétariat, qui visent à l'anéantir.

Cette résistance aux mythes axée sur cette défense est d'autant plus difficile qu'elle paraît évidente. Elle aboutit à l'exclusion de tout système prétendu parfait mais elle incite aussi à, des options fondamen-

(1) Maurice DUVERGER, « Sociologie politique ». Presses Universitaires de France, 1966.

(2) Id. « Introduction à la politique. » Gallimard.

(3) Raymond ARON, « Dix-huit leçons sur la société industrielle. » Gallimard, 1962.

tales et inévitables : l'opinion publique de l'Occident n'en connaît peut-être que les apparences.

Le refus des mythes, la liberté de tout remettre en discussion : les idéologies, la technique, les systèmes, représentent cette dialectique positive du *dissent* qui reste peut-être l'héritage le plus significatif de l'Occident.

